

Aperçu géographique | **Les pays méditerranéens de l'Union européenne**

François Hollande et la Méditerranée

Sébastien Abis¹

Analyste géopolitique

Jean-François Coustillère

Consultant, JFC Conseil

Depuis mai 2012, François Hollande est le second homme politique de gauche à occuper la fonction de président de la V^e République après François Mitterrand. Son programme, son action et son style diffèrent fortement d'avec son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, qui resta au pouvoir de 2007 à 2012. Si cela vaut tout particulièrement sur le terrain des affaires intérieures, il en est de même en matière de diplomatie et de relations extérieures, notamment vis-à-vis de l'espace méditerranéen. Des changements sont observés. Pour autant, ils s'inscrivent dans un contexte européen fragile et dans une période marquée par de nouvelles inquiétudes stratégiques en Méditerranée.

Les Français et l'Europe avant tout

Le président Hollande doit faire face à une situation nationale pour le moins délicate. Les finances publiques se dégradent et le problème de l'emploi, central dans les préoccupations méditerranéennes, n'épargne pas la France. Le redressement économique du pays s'affiche comme l'une des priorités du président Hollande. En politique étrangère, les questions européennes ont la primauté. Le sauvetage de la monnaie unique, la préservation des solidarités entre États membres (notamment avec la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le

Portugal) et le maintien de politiques communes comme en matière agricole constituent des lignes directrices pour Paris. Quant au couple franco-allemand, si précieux pour la construction européenne, les modalités de l'austérité budgétaire à mener font l'objet d'un vrai débat. En dehors des frontières européennes, François Hollande s'est surtout illustré au Mali, en décidant, début 2013, d'intervenir militairement dans cet État du Sahel en proie au terrorisme islamiste. Endossant son rôle de chef des armées, il a su prendre la mesure de la gravité géopolitique bien que la problématique du retrait des forces françaises demeure désormais posée. Cette action donne à la région du Sahel une place stratégique de premier plan dans l'agenda diplomatique français. Ce reclassement s'effectue aux dépens d'une zone méditerranéenne, où le président Hollande semble avoir fait des choix à caractère géographique et où la France reste parfois désemparée face aux révoltes populaires qui se prolongent.

Une relation spéciale mais moins multilatérale avec la Méditerranée

L'espace méditerranéen est central dans la politique étrangère de la France. C'est une constante qui dépasse l'aléa électoral et oblige chaque décideur. Pour les intérêts français, pour la stabilité interne de l'hexagone et pour la conservation d'une influence internationale, la Méditerranée demeure incontournable. Même si l'intimité des rapports décline avec le temps et que certaines positions économiques s'érodent, la France demeure liée aux pays méditerranéens par sa géographie, son commerce, sa société et sa culture. La francophonie trouve dans cette

¹ La rédaction de cet article a été achevée en juillet 2013.

région un écho encore significatif. De nombreuses collectivités territoriales de l'hexagone ont tissé des relations durables avec villes et régions du pourtour méditerranéen. Plusieurs entreprises françaises investissent dans cette zone qui représente aussi un marché en croissance sur certains segments de consommation. Les flux humains sont par ailleurs très denses entre la France et les rives sud et est de la Méditerranée, pour des motivations à la fois familiales, touristiques et professionnelles. Sur le plan géopolitique, Paris a joué un rôle essentiel pour que l'Union européenne (UE) propose en 1995 le Partenariat euro-méditerranéen (PEM). En 2008, la France a poussé l'idée de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Enfin, sa voix dans la gestion des conflits, à défaut d'être décisive, reste encore écoutée même si elle peut souvent sembler être à la remorque des États-Unis, notamment au Proche-Orient.

L'espace méditerranéen est central dans la politique étrangère de la France. Pour les intérêts français, pour la stabilité interne de l'hexagone et pour la conservation d'une influence internationale, la Méditerranée demeure incontournable

Depuis son accession à l'Élysée, François Hollande ne peut donc que prolonger cette histoire ancienne, passionnée et particulière avec l'espace méditerranéen. Néanmoins, plusieurs bifurcations ont été amorcées. Le président français n'ignore pas les déceptions provenant de l'échec de l'UpM lancée par Nicolas Sarkozy. Il sait également que les révolutions tunisiennes, égyptiennes, libyennes puis syriennes ont sérieusement transformé le paysage géopolitique d'un bassin méditerranéen plus atomisé que solidaire, plus contrasté qu'homogène. Résultat, l'action multilatérale dans cette région socio-politiquement effervescente devient très complexe. Les distinctions entre les pays se renforcent. Des acteurs extrarégionaux s'imposent dans les affaires commerciales, à l'instar de la Chine, reviennent sur le terrain militaire, comme la Russie, ou déploient une diplomatie économique et religieuse comme le

Qatar ou l'Arabie saoudite. L'enlisement du conflit israélo-palestinien, la guerre en Syrie et la non-intégration maghrébine sont d'autres paramètres supplémentaires qui handicapent le développement de relations multilatérales entre États de la Méditerranée. Il n'est donc pas surprenant que la France, comme l'UE, privilégie la dimension bilatérale pour conduire sa politique méditerranéenne. Bruxelles, dès le printemps 2011, a réactivé sa politique de voisinage (PEV), en la rénovant sur le choix des priorités sectorielles, mais en confirmant le principe de la différenciation. Pour Paris, cette tendance sera identique ou presque.

Hollande et la Méditerranée : le cœur ou la raison ?

Dès son élection, François Hollande est donc confronté à la nécessité de définir une politique méditerranéenne française qui tienne compte de l'acquis, s'intègre dans la démarche européenne et soit porteuse d'une impulsion nouvelle. Il est de plus confronté à la ligne de clivage qui oppose en France, à droite comme à gauche, les partisans d'un alignement atlantiste/occidentaliste, tournés vers Washington, et les tenants de l'approche gaullo-mitterrandiste, davantage à l'écoute des pays du Sud et des pays émergents, et qui défendent une certaine indépendance stratégique. Le président se montre d'une grande prudence. Il sait que la France a déçu au moment des révolutions en Tunisie et en Égypte, qu'elle est allée trop loin dans l'ingérence en Libye, que son volontarisme sur la crise sahélienne est risqué et qu'elle est condamnée à supporter la ligne américaine dans les conflits au Proche-Orient. Pour se démarquer de Nicolas Sarkozy, le président se doit de ne pas confondre vitesse et précipitation. Prônant un accompagnement des transitions en cours dans les pays qui ont connu des bouleversements politiques, François Hollande se veut pragmatique. Vis-à-vis des nouveaux gouvernements installés sur la rive sud de la Méditerranée, la tonalité se veut positive, ouverte et confiante, bien que certains points sensibles soient scrutés de près (respect des partis d'opposition, des droits des femmes et des minorités). La France cherche ainsi à entretenir des relations avec l'ensemble des forces politiques de ces pays, notamment en Tunisie, pays considéré par

Paris comme le laboratoire de ces transitions en cours et de la démocratisation dans le monde arabe. Concernant le Maghreb, François Hollande cultive de bonnes relations avec le Maroc, où une visite d'État a été réussie en avril 2013. Toutefois, il s'efforce de rééquilibrer la politique française en Algérie, où d'ailleurs, il fut, en décembre 2012, en visite d'État tandis que ce pays a discrètement soutenu l'opération française au Mali, une première depuis son indépendance. En Tunisie, le président français s'y est rendu les 4 et 5 juillet 2013, saluant la « transition » et le « mouvement » dans ce pays, à la différence des messages délivrés auparavant chez les deux voisins maghrébins où François Hollande avait plutôt mis en avant la « stabilité » et la « continuité ». Consolider la présence française et poursuivre le partenariat avec les pays maghrébins est d'autant plus nécessaire qu'il faut désormais composer avec les menaces terroristes au Sahel et les risques liés à l'intervention au Mali.

Assainir les relations avec Ankara et doper le commerce avec ce marché en croissance constituent l'un des objectifs de l'actuel gouvernement, qui veut traduire dans les faits la volonté du président de promouvoir la « diplomatie économique », concept avec lequel les pays de la Méditerranée auront à composer dorénavant

En revanche, le silence sur la Libye persiste et tranche avec les gesticulations de son prédécesseur vis-à-vis de Tripoli. En outre, plus le curseur se déplace vers l'Orient, moins l'action du président Hollande paraît claire et cohérente. Face à l'Égypte et ses tumultes, la France est dans l'expectative. Sur le dossier syrien, le cafouillage domine, illustré par l'hypothèse de la livraison des armes aux insurgés. Cette opération, un instant envisagée par Paris, a rapidement été suspendue au printemps 2013. La militarisation et la communautarisation en Syrie sèment de nombreux doutes en France quant à l'issue de ce conflit qui perdure depuis deux ans. François

Hollande, comme tant d'autres dirigeants européens, condamne les violences, redoute les effets collatéraux dans la zone (notamment au Liban), mais se révèle incapable de peser sur le cours des événements dont on peut penser qu'il dépend évidemment d'une vraie concertation avec tous les acteurs, n'excluant ni la Russie, ni la Chine, ni l'Iran... À cela s'ajoute sans doute la contrainte de suivre pour Paris les positions américaines au Proche-Orient après avoir reçu de Washington un soutien diplomatique et logistique manifeste au Mali. La France pourrait être, ainsi, conduite à soutenir une opération américaine éloignée de ses intérêts propres. Sur la question israélo-palestinienne, le président français ne s'aventure donc pas à sortir du périmètre fixé par la ligne occidentaliste et qui consiste à faire le vœu d'une reprise du dialogue entre les deux parties afin de relancer un processus de paix paralysé. François Hollande, délaissant certaines promesses de campagne sur la reconnaissance de l'État palestinien, déçoit régulièrement les défenseurs des droits de l'homme et ceux qui plaident pour que Paris prenne une position forte sur le Proche-Orient, capable d'apporter une alternative au blocage actuel de la situation. À l'est du bassin méditerranéen, un réchauffement s'installe avec la Turquie, sans pour autant parler de véritable élan. Assainir les relations avec Ankara et doper le commerce avec ce marché en croissance constituent l'un des objectifs de l'actuel gouvernement, qui veut traduire dans les faits la volonté du président de promouvoir la « diplomatie économique », concept avec lequel les pays de la Méditerranée auront à composer dorénavant.

Hollande et la Méditerranée : le pragmatisme circonstanciel

En dépit de cette bilatéralisation croissante des politiques françaises en Méditerranée, François Hollande tente de nourrir le discours convenu sur la coopération multilatérale dans la région. Le 27 août 2012, dans cet exercice annuel inévitable, le président a fixé le cadre de la politique étrangère française lors de son discours devant les ambassadeurs. Il y a rappelé l'ambition du pays en direction de cette Méditerranée où les réalités se transforment, exigeant, à ses yeux, que la France puisse s'y adapter et se montrer à l'écoute des différentes

aspirations qui s'expriment. Attaché à la mobilisation des compétences du Secrétariat technique de l'UpM, François Hollande a repris le leitmotiv de cette initiative, en défendant le concept d'une « Méditerranée de projets » et en créant dès janvier 2013 une Délégation interministérielle à la Méditerranée (DIMed). C'est un signal national intéressant envoyé en direction des pays partenaires de cette région, au même titre que l'accent mis tout particulièrement sur la société civile, la jeunesse et la formation.

Le président Hollande s'est surtout exprimé en faveur d'une coopération renforcée dans le Bassin occidental à travers le Dialogue 5+5, ce qui représente assurément la vraie rupture par rapport à Nicolas Sarkozy. Cette priorité donnée aux relations avec le Maghreb s'est confirmée les 5 et 6 octobre 2012 à Malte, avec sa participation au sommet des chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5. Prolongeant l'un des thèmes phares de son programme hexagonal, il a notamment insisté sur la « jeunesse » et sur les enjeux de la formation, de l'emploi et de la mobilité dans la région méditerranéenne. François Hollande, qui se veut réaliste, favorise surtout les synergies pour faciliter les financements, mieux utiliser les instruments de coopération existants et rendre complémentaires les initiatives françaises avec les politiques méditerranéennes de l'UE. Au final, conditionnée par des moyens économiques en diminution, la France du président Hollande comprendrait-elle que la dispersion des efforts est inutile et ne mène à rien ? Cette approche très pragmatique a le mérite d'être réaliste et de ne pas multiplier les effets d'annonce dans un contexte géopolitique qui ne permet pas à la coopération euro-méditerranéenne de rebondir pour le moment.

Il est trop tôt pour juger l'action du président François Hollande vis-à-vis de l'espace méditerranéen.

Le président Hollande s'est surtout exprimé en faveur d'une coopération renforcée dans le bassin occidental à travers le Dialogue 5+5, ce qui représente assurément la vraie rupture par rapport à Nicolas Sarkozy

Cela dit, plusieurs tendances se dégagent et quelques certitudes apparaissent. Le président désire recréer de la confiance dans la région et restaurer l'image parfois dégradée de la France auprès de la société civile de certains pays. Il avance dans cette direction avec son gouvernement, avec prudence mais professionnalisme. Il opère des choix géographiques par priorité stratégique. Toutefois, un trop grand tropisme pour le Maghreb pourrait être mal perçu par certains États du Proche-Orient et serait vulnérable aux surenchères des différentes nations d'Afrique du Nord aujourd'hui encore guidées par des antagonismes notoires. Il suffit de voir l'extrême sensibilité des affaires sahraouies pour apercevoir les dangers diplomatiques à l'horizon. L'épineuse question du Sahel servira aussi de test pour savoir jusqu'où la France peut encore aller dans son expression de puissance influente dans les affaires régionales, et s'affranchir tant des pressions américaines que de celles liées aux stratégies des pays du Golfe arabo-persique. Enfin, reste à se demander si Paris pourra durablement cultiver son discours multilatéral sur les politiques méditerranéennes d'une Europe économiquement affaiblie et qui préférera demain évoquer un « voisinage » là où, autrefois, elle parlait de « partenariat ». Or, pour pouvoir rester une puissance influente, la France a besoin autant de l'Europe que de la Méditerranée.